



**Arrêté préfectoral n° 22EB847
portant prescriptions spécifiques à déclaration
au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement
concernant un projet de réalisation d'un forage au lieu-dit "Fossillon"
sur la commune de Marans**

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L. 214-1 à L. 214-3 relatifs aux régimes d'autorisations et déclarations ;

Vu le Code de l'environnement et notamment l'article R. 214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration, en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 susvisés ;

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles R. 211-25 à R. 211-47 et R. 214-32 à R. 214-56 ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R 214-1 du même code ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R 214-1 du même code ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2022 de la Préfète de la Région Centre Val de Loire, Préfète coordonnatrice du bassin Loire-Bretagne, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Sèvre Niortaise Marais Poitevin (SAGE) approuvé le 29 avril 2011 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mars 2022 donnant délégation de signature à M. Alain PRIOL, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2022 donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Charente-Maritime ;

Vu le dossier déposé le 23 septembre 2022 par l'EARL AQUATERRA, représentée par M. Hugues BENOIST, domicilié au lieu-dit "Le Cloubouet" - 17230 CHARRON et relatif au projet de réalisation d'un forage pour l'irrigation de cultures de kiwis, en agriculture biologique ;

Vu l'avis favorable de l'OUGC EPMP du 22 mars 2022 sur l'attribution d'un volume, dès adhésion de l'exploitant à l'ASA d'Aunis ;

Vu le récépissé de déclaration n° AIOT-0100006094 délivré le 29 septembre 2022 à l'EARL AQUATERRA ;

Considérant que le dossier déposé le 23 septembre 2022 est jugé régulier et complet ;

Considérant le protocole d'accord de 2003 relatif à la préservation des nappes du Crétacé indiquant que l'aquifère captif du Cénomaniens doit être exploité en priorité pour l'eau potable ;

Considérant que le document d'incidence préalable à la réalisation du forage ne permet pas de conclure que le forage captera la nappe libre du Turo-coniacien ;

Considérant que le Préfet, lorsqu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions particulières à une opération projetée, peut, au titre de l'article R. 214-35 du code de l'environnement, prendre un arrêté préfectoral de prescriptions spécifiques à une déclaration ;

Considérant que des prescriptions particulières sont à établir pour garantir la protection des eaux et des milieux aquatiques ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

ARRETE

Article 1 - Objet de la déclaration

Il est donné acte à l'**EARL AQUATERRA - Le Cloubouet - 17230 CHARRON**, ci-après nommé le pétitionnaire, de sa déclaration, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant la réalisation d'un forage d'irrigation, sur la commune de MARANS.

Cet ouvrage relève de la nomenclature des opérations soumises à déclaration, en application de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement, sous la rubrique suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Déclaration

Article 2 - Caractéristiques hydrogéologiques de la nappe captée

Seule la nappe libre peut être captée, ainsi l'exploitation du forage ne sera pas autorisée s'il est conclu qu'une nappe captive du Crétacé est sollicitée.

Article 3 - Incidence locale du prélèvement - Caractéristiques de l'ouvrage

Lorsque l'ouvrage est réalisé, un compte-rendu de travaux est transmis au service de la Police de l'eau, dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux.

Ce compte-rendu de travaux comprend :

- l'identification du Maître d'oeuvre (forage - bureau d'études) : nom et adresse,
- le déroulé général du chantier : dates des différentes opérations, difficultés et anomalies éventuellement rencontrées,
- les caractéristiques de l'ouvrage : les coupes lithologique et technique ainsi que la détermination de la nappe captée,
- un document d'incidence faisant la synthèse des résultats des essais de pompage et des interprétations permettant de dimensionner le prélèvement en volume et débit. Ce document évalue les incidences du prélèvement sur le réseau superficiel, sur les éventuelles zones humides, sur la nappe (quantitativement et qualitativement) et sur les forages voisins.

Article 4 - Exploitation du forage

L'exploitation du forage n'est pas autorisée avant la transmission du rapport de travaux précisé à l'article précédent.

Si les essais spécifient que le forage sollicite la nappe captive, l'exploitation du forage ne peut pas être autorisée et le forage doit être rebouché dans les règles de l'art. Le rapport de travaux de rebouchage doit être transmis au service de la Police de l'eau dans un délai de 1 mois maximum suivant les opérations de rebouchage.

Après réception du rapport spécifié à l'article 3, le Préfet peut imposer toute prescription particulière jugée nécessaire concernant l'exploitation du forage.

Article 5 - Prescriptions générales

L'ouvrage doit se conformer aux prescriptions générales édictées par l'arrêté du 11 septembre 2003.

Article 6 - Déclaration des incidents ou accidents

Le pétitionnaire est tenu de déclarer au Préfet, dès qu'il en a connaissance, accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement. Cette information se fait conformément à l'article L. 211-5 du Code de l'environnement.

Le pétitionnaire prend alors toute disposition nécessaire pour mettre fin aux causes du danger ou d'atteinte au milieu aquatique, pour évaluer ses conséquences et y remédier. Le Préfet peut prescrire des mesures complémentaires afin de prévenir les risques et nuisances.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 7 - Accès aux installations

Les agents chargés de la Police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux chantiers de forage et sondage autorisés par la présente décision, dans les conditions fixées par le Code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 8 - Conformité au dossier déposé et modifications

Toute modification apportée à la réalisation des travaux entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle procédure.

Si le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au Préfet qui propose une modification de cet arrêté préfectoral.

Article 9 - Changement de bénéficiaire et cessation

En application de l'article R. 214-45 du Code de l'environnement, tout changement de bénéficiaire de la déclaration doit être signalé au Préfet.

La cessation définitive de l'exploitation de l'ouvrage ou l'arrêt pour une période supérieure à 2 ans doit faire l'objet d'une déclaration au Préfet.

Article 10 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 - Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 12 - Durée de validité

La durée de validité du présent arrêté est de **3 ans**, à compter de sa signature.

Le pétitionnaire devra déposer une demande de renouvellement de cet arrêté 2 mois avant la date d'expiration de ce dernier.

Article 13 - Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est constatée, poursuivie et réprimée conformément à la réglementation en vigueur (articles L. 171-6 à L. 171-8 et R. 216-12 du Code de l'environnement).

Article 14 - Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de Marans, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, prévu à l'article R. 214-37 du Code de l'environnement.

Un certificat d'affichage sera transmis au service Police de l'eau, après cette période d'affichage.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la Préfecture de la Charente-Maritime, pendant une durée d'au moins 4 mois.

Article 15 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent ou au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>), conformément aux articles L. 214-10 et R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté,

- par les tiers, dans un délai d'un an, à compter de la dernière formalité accomplie, prévue à l'article 14 ci-dessus.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-avant.

Article 16 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, le Maire de la commune de Marans, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le

05/10/22

~~Pour le Préfet et par délégation,~~
**Le Chef du Service Eau, Biodiversité
et Développement Durable,**

Yann FONTAINE

